



Contre le dumping social, fiscal, environnemental

Vive les douaniers !



100 % des passagers sont scannés à leur arrivée à Roissy.

0,4 % des containers sont scannés à leur arrivée au Havre.

55 : c'est le nombre de douaniers au service de Tracfin, l'organisme supposé contrôler les mouvements financiers suspects.

256 : c'est le nombre de douaniers préposés au seul tunnel sous la Manche, point de passage des réfugiés vers l'Angleterre. Plus de 500, au total, avec Lille-Gare et Paris-Nord qui travaillent sur l'Eurostar.

Ces chiffres résument l'orientation d'un métier moins tourné, désormais, vers le contrôle des marchandises et des capitaux que vers la surveillance des personnes. Dans cette Europe forteresse pour les hommes (surtout les pauvres), et passoire pour le capital et ses produits, on fait ça de nos douaniers : des auxiliaires de police.

Alors qu'ils pourraient remplir des missions bien plus utiles pour les salariés, les consommateurs, l'environnement. Alors qu'on pourrait bâtir une douane de gauche, rouge et verte. Alors qu'eux-mêmes approuveraient ces missions, plus conformes à leurs aspirations qu'« agents d'immigration »...

La ligne

Fakir, c'est pas le Parti communiste de Corée du Nord : y a aucune unité doctrinale. Nulle unanimité, donc, chez les rédacteurs, les dessinateurs, les bénévoles, pour applaudir au protectionnisme. Pas davantage pour rouler des pelles aux camarades douaniers. Ou pour voir dans les taxes aux frontières la réponse aux maux de la planète.

Comme « réponse », non.

Mais comme « question », oui, là existe un accord : poser la question des taxes aux frontières, en démocratie, doit être permis - sans aussitôt essuyer les accusations de « racisme », « nationalisme », etc. Et comme les médias dominants interdisent ce débat, c'est avec fierté que Fakir relève le gant.

Texte : François Ruffin

Dessins : Bouzon, ben.bert, G. Néel

Le Havre, 1^{er} février 2011

Manuela, mâchoires crispées

J'étais fier, et en même temps, je m'ennuyais, à ce meeting. C'est que ça se répétait. C'est que ça se répète depuis trente ans...

« *La vie est bizarre.* » À la tribune, le moustachu Alain Eudier, délégué de Cooper (sous-traitant automobile à Bolbec, Normandie), se tourne vers son copain de Fralib (les thés Lipton, à Marseille) : « *On a grandi ensemble, on a joué au foot ensemble, on a ciré les mêmes bancs de l'école, on a commencé à travailler ensemble chez Lipton, et maintenant on est tous les deux à défendre notre boulot en même temps.* »

Drôles de retrouvailles, en effet, devant trois cents personnes, à la « grande salle Franklin » de la Bourse du travail pour ce meeting de l'« *interprofessionnelle inter-syndicale havraise* » – alors que tous deux risquent le licenciement. Mais est-ce une coïncidence, vraiment ? Ou plutôt une loi statistique ? En un an, la France a perdu 5 % de ses emplois industriels : un sur vingt qui dégage, rien qu'en douze mois.

Litanie antisociale

Les longs bras d'Alain pendent le long de son pupitre – et il poursuit sur « *la bataille qu'on a menée et qui a retardé la procédure* », sur la « *cellule de réindustrialisation* » qu'on leur promet, sur « *Cooper qui fait les joints pour Peugeot, mais en Corée maintenant* ».

Juste avant lui, Olivier Leberquier, de Fralib donc, a raconté comment il s'est fait berner : « *Quand Unilever a fermé l'usine du Havre, en 1998, c'était soit le chômage, soit un reclassement à Gémenos, près de Marseille. Moi et une cinquantaine d'autres, on a accepté de quitter notre région. Ça serait la grande usine européenne du secteur, ils nous disaient, la seule société de thé parfumée. Et dix années après, finalement, ils veulent se débarrasser de Gémenos. Ils replient la production vers*

la Belgique, qui a consenti une diminution de salaire, et surtout vers la Pologne, c'est moins cher à Katowice. »

Avant lui, encore, un cégétiste de Renault-Sandouville avait évoqué la « *délocalisation de l'activité* » (je ne sais plus trop vers où). Et avant lui, encore, on avait lu un communiqué de l'usine Fiat, à Mirafiori, en Italie, qui « *a soumis les tra-*

« Ils replient la production vers la Belgique, qui a consenti une diminution de salaire, et surtout vers la Pologne, c'est moins cher à Katowice. »

vailleurs à un véritable chantage : soit les ouvriers consentaient à casser leurs contrats, à diminuer les temps de pause, les arrêts-maladie, les congés-maternité, soit la direction faisait fabriquer le nouveau modèle en Serbie ».

Avant tout ça, encore, un syndicaliste anglais avait égrené tous les maux de cette Europe antisociale, « *diminution des salaires* », « *coupes dans les services publics* », « *allongement de la durée du travail* », « *chômage de masse* ». Un Espagnol en avait remis une couche, « *diminution des salaires* », « *coupes dans les services publics* », « *allongement de la durée du travail* », « *chômage de masse* », et un Belge avait fait de même.

Mon ébauche de solution

Je ne vais pas le cacher : j'étais fier de figurer sur l'estrade, aux côtés de ces leaders ouvriers. Mais en toute franchise, je ne vais pas le cacher non plus : je m'en-

nuyais. Ça se répétait. Toujours la même histoire. Toujours la même histoire depuis douze ans que je fais ce boulot, des lave-linges Whirlpool (vers la Slovaquie) aux pneus Goodyear (vers la Russie), en passant par les meubles Parisot (vers la Roumanie). Et avec quoi, comme solution – ou comme ébauche ? « *Un mouvement social européen* » pour le Belge, une « *confluence*

syndicale » pour l'Espagnol.

Rêvons. Des vœux pieux, j'estime.

Moi, mon ébauche de solution, elle siège à ma droite.

Manuela, elle s'appelle. Les mâchoires crispées, là, maintenant. Parce qu'on l'a promue d'office « *animatrice* » de la soi-

rée, et qu'elle surveille la pendule, avec des intervenants qui, forcément, doublent leur temps de parole. « *Philippe, si tu peux conclure...* », interrompt-elle doucement le délégué CGT de Ford-Blanquefort.

Elle travaille aux douanes, Manuela. Et on a passé l'après-midi à la Cité douanière, à discuter avec elle et ses collègues du SNAD-CGT : comment combattre le libéralisme sans s'attaquer au libre-échange ? Plus ça va, plus je crois ça : il faut le prendre de front. Y aller direct. Avec des taxes aux frontières, des quotas si nécessaires, contre ces multinationales qui vont chercher en Corée, en Pologne, en Slovaquie, la main-d'œuvre la moins coûteuse – et réimportent tranquillement leurs produits ici.

Tiens, pendant que Philippe « *conclut* » (il lui reste trois pages), avant qu'on ne vote à main levée et à l'unanimité une résolution « *On ne lâchera rien !* », avant qu'on entonne tous debout et poings levés l'Internationale, je vais vous raconter comment, pour la première fois, j'ai rencontré Manuela. ●



Leur grande trouille

C'est quoi, leur grande trouille ? Leur peur bleue ? Il suffit de parcourir le site du Medef.

Le 17 octobre 2008, « *d'une manière tout à fait exceptionnelle, Laurence Parisot a pris l'initiative d'organiser, à Paris, une réunion des patronats des principaux pays membres du G8* ». Et pour déclarer quoi ? Que « *nous attendons aujourd'hui des responsables politique et institutionnel (...) qu'ils écartent toute mesure protectionniste. (...) Nous sommes convaincus que nos économies retrouveront le chemin de la croissance à condition que les pays écartent les mesures protectionnistes* ».

Deux mois plus tard, le 3 décembre 2008, rebelote : Ernest-Antoine Seillière, le président de Business Europe, et ses copains américain, canadien, japonais, repoussaient ce spectre par un « *refus commun de toute forme de protectionnisme* ». « *Vivement l'avenir !* », ils intitulaient ça, à condition que l'avenir ressemble au présent...

Préparant le G20 à Londres, quel est « *le premier point* » qu'aborde Laurence Parisot, en mars 2009, lors de sa conférence de presse ? Ce « *qui nous semble tout à fait essentiel est de dire clairement et le plus précisément possible à quel point il faut résister à toutes les tentations protectionnistes* ».

Le sommet n'est pas encore achevé, le 2 avril, que déjà elle respire : « *L'appel à lutter formellement contre les*

tentations protectionnistes est fondamental pour nos économies, mais aussi pour nos démocraties. » Car taxer les importations, c'est bien connu, voilà le prélude du fascisme...

Deux semaines s'écoulent, et elle revient encore, avec soulagement, sur « *l'importance décisive de l'appel des chefs d'État du G20 au sommet du 2 avril à Londres à lutter contre le protectionnisme. (...) La conjugaison d'une régulation internationale fiable, d'une économie*

« Vivement l'avenir ! », ils intitulaient ça. À condition que l'avenir ressemble au présent...

de marché dans un monde ouvert et de la confiance, constitue le tiercé gagnant de la future reprise économique ». Ah, les charmes du monde « *ouvert* » – moins ouvert néanmoins pour le réfugié économique du Sud que pour les produits du Nord...

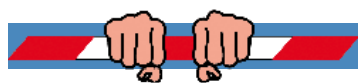
Ça fait réfléchir, quand même, non, quand les braves patrons redoutent autant le « *protectionnisme* » ? Voilà leur talon d'Achille.

Contre leur libre-échange, des barrières douanières. La grosse artillerie.

C'est notre dernière arme, j'ai l'impression. Les seules batteries qui les feront reculer. J'ai cru au reste. Ou j'ai voulu y croire. Qu'il y aurait des trucs plus sympas, pour les arrêter : la consommation citoyenne, les rendez-vous altermondialistes, la concertation internationale, des luttes partout dans le monde, l'autodestruction du capitalisme, etc.

J'ai perdu ces illusions. Tant que leurs capitaux, leurs marchandises se baladeront tranquillement sur le globe, nous serons à genoux devant eux. À les supplier de rester : « *D'accord, nous ne relèverons pas le Smic... D'accord, vous pouvez rejeter votre CO2 dans l'atmosphère... D'accord, nous éliminons la taxe professionnelle... Mais ne partez pas !* » Ils disposeront toujours de cette menace.

Je tape « *Tobin* », sur le site du Medef : « *Aucun document ne correspond aux termes de recherche spécifiés.* » Idem avec « *taxe sur les transactions financières* ». Alors que cette idée – qui a également mes faveurs – est reprise par Nicolas Sarkozy, par Christine Lagarde, le patronat ne déploie manifestement pas la même énergie pour la contrer. Et pourquoi ? C'est que, à l'évidence, le danger est plus lointain : il faudrait que tous les pays du monde se mettent gentiment d'accord. Ça laisse du temps au temps...



Montreuil, mardi 16 mars 2010

À la découverte d'un métier

C'est lors d'une réunion au siège de la CGT, à Montreuil, avec des délégués douaniers, que j'ai rencontré Manuela pour la première fois. Je parlais à la découverte de leur métier. Je suis tombé des nues...

Quand la « tentation protectionniste » m'a titillé, je me suis senti un peu seul. Je voulais en discuter avec des gens qui auraient réfléchi au problème avant moi, accumulé des documents, élaboré une position. Y avait bien une poignée d'intellectuels, dont j'ai fait la tournée : Emmanuel Todd, Maurice Allais, Jacques Sapir, Jean-Luc Gréau... Mais au-delà de ces individus, isolés eux aussi, je

Ça serait une formalité, je pensais, de mettre des chiffres en face de ces points d'interrogation.

tenais à en causer avec des forces (de gauche) organisées.

La CGT-textile, par exemple, qui relevait dans son bulletin : « On supprime, dans nos branches, en moyenne 1 500 à 2 000 emplois par mois dans une quasi-indifférence. La fin des accords multifibres en 2005 a provoqué plus de 60 000 suppressions d'emplois sur les trois dernières années. La chaussure a été décimée, avec plus de 50 % de salariés en moins. » Malgré cette hémorragie, eux précisaient :

« S'attaquer aux dérives des délocalisations ne veut pas dire refuser la mondialisation et les échanges ou s'arc-bouter sur le protectionnisme », et ils souhaitaient des « relocalisations ». Une tarte à la crème : tous les partis, tous les syndicats, tous les conseils régionaux, souhaitent des « relocalisations » – mais sans indiquer par quels instruments (ou par quels miracles) elles se produiraient. J'ai donc appelé la fédération textile, mais aussi l'ameublement, et de même à la CFDT, sans jamais un interlocuteur, en face, pour débattre de ça : protectionnisme ou libre-échange ?

Même pour des trucs tout bêtes, juste factuels, c'était le silence :

1 - Quel était le niveau des taxes douanières après-guerre ?

2 - Et aujourd'hui ?

3 - Quelles furent les grandes étapes de ce démantèlement ?

Ça serait une formalité, je pensais, de mettre des chiffres en face de ces points d'interrogation. Un coup de fil au ministère des Finances suffirait. Mais le standard m'a passé un bureau, puis l'autre, « si vous pouvez rappeler après 14 heures », « non on n'a pas ça chez nous », « essayez à l'Équipement », « il existe un musée des douanes aussi ». Chez les syndicats de douaniers, à la CGT, « on a changé de bu-



reau et nos archives sont dans des cartons au sous-sol », etc.

Une après-midi de perdue.

Esprits en jachère

Finalement, l'après-midi ne fut pas perdue.

Suite à ma demande, le secrétaire des douaniers CGT, Bertrand Vuaroqueaux, m'invitait à me rendre à la rencontre de

ses délégués, à Montreuil donc, lors du prochain bureau national.

Vous imaginez le décor : des tables en formica, des gobelets en plastique qui traînent dessus, la nuit qui tombe dehors, la fin d'une pause clope, des visages fatigués, Manuela, Cédric, Sébastien, Jacky, et moi qui viens « poser la question du protectionnisme – et pourquoi j'aimerais que cette question se pose à la gauche en général, et à la CGT en particulier, et à la CGT-

Amiens, mardi 14 octobre 2009. Quel taux ?

Comment furent démantelées les taxes aux frontières ? Cette question, à mon avis, il y a encore trente ans, ou quarante ans, des fonctionnaires y répondaient par cœur. Un siècle durant, ces taux furent un enjeu fiscal, et donc politique, on s'est écharpé à l'Assemblée nationale pour les baisser ou les augmenter, selon les groupes d'intérêts. Mais l'idéologie officielle a évacué ce débat, et voilà que les institutions, leurs agents, même leurs contre-pouvoirs, ont perdu toute trace de cette histoire. Il m'aura fallu trois jours de recherches pour, simplement, rassembler quelques chiffres. À force d'agréger des statistiques (sur le site de la Banque mondiale, dans le rapport publié par l'OMC à l'occasion de son soixantenaire, dans un article de Jules Moch daté de 1967 sur « la première décennie du Marché commun »), j'ai fini par reconstituer cette histoire.

Suppression des frontières douanières à l'intérieur de l'Europe : -10 % en 1959. -20 % en 1960. Et encore -10 % en 1961, en 1962, en 1963, en 1964, en 1965, etc, jusqu'à une suppression totale en 1968. Le Marché commun devient alors effectif.

Puis à l'échelle du monde. Un « round » après l'autre, les négociations du Gatt ont fait tomber les barrières tarifaires : -26 % pour le cycle de Genève (1947). -38 % pour le cycle Kennedy (1967). -33 % pour le cycle de Tokyo (1979). -38 % pour le cycle de l'Uruguay (1994).

Au final, il y a soixante ans, les produits manufacturés étaient taxés à hauteur de 20 %, au moins, à leur entrée en France. Un taux qui est descendu à 2,5 % aujourd'hui pour l'Union européenne.

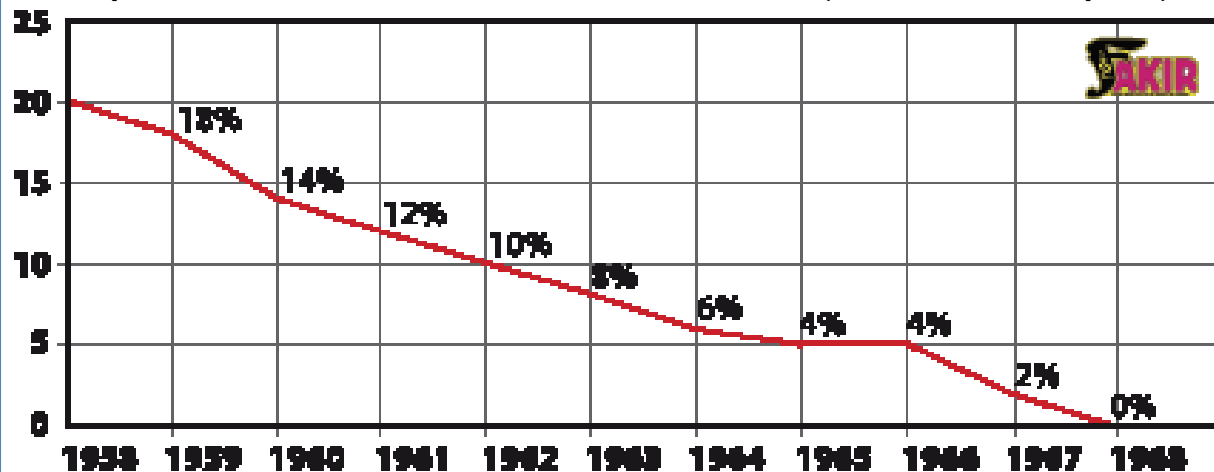
Sur l'ensemble du globe, entre le cycle de Genève et celui de l'Uruguay, les tarifs de douane moyens sont passés de 40 à 3,9 %.

Voilà ma contribution à la Science.

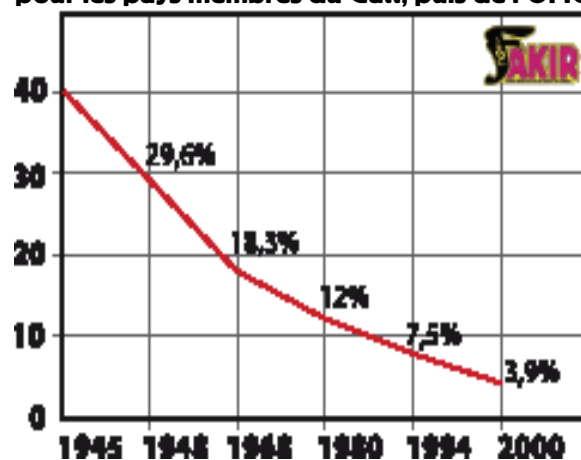
C'est une béance énorme, tout de même, un étrange paradoxe : cette donnée – le tarif douanier – transforme le visage de l'économie, facilite ou non les importations, bouleverse des secteurs entiers, des industries, des existences, les améliore ou les assombrit, et cette donnée centrale, majeure, essentielle, demeure pourtant un angle mort. Dont il devient impossible, ou très compliqué, de retracer l'évolution.

Ce paradoxe, on s'en doute, n'est qu'apparent : c'est que cette variable ne doit plus varier. Elle doit tranquillement tendre vers zéro. Mieux vaut l'oublier, oublier que ce levier subsiste.

Disparition des taxes douanières aux frontières de la France (avec ses voisins européens).



Baisse des taxes douanières pour les pays membres du Gatt, puis de l'OMC.



douaniers encore plus précisément ».

Ces camarades ont senti, je crois, ma frustration. Je veux dire, c'est leur boulot, les taxes aux frontières, et ici comme ailleurs, pourtant, les esprits me semblent en jachère. Pas de discours construit, juste les clichés usuels : « *Le protectionnisme, c'est des murs, ça fait peur* », « *des bar-*

Entre leurs mains, ils disposent d'une arme lourde. Juste quelques clics devant un écran.

rières, c'est pas une bonne réponse. En revanche, pourquoi pas un protectionnisme citoyen ? », « *on sera infoutus de fabriquer les produits de base* », etc.

Avec une différence, cependant : dans cette salle, on pouvait poser la question. La discussion demeurerait cordiale, sans les épithètes de rigueur : « *lepéniste* », « *nationaliste* », « *chauvin* », que, bien souvent, j'essuie dans une gauche généreuse – et amoureuse d'abstractions.

Deux fois dinosaure

« *Mais sur le plan technique, alors, est-ce que c'est faisable ?*

– *Ah, techniquement, y a pas de souci. Pour nous, relever les tarifs douaniers, on sait faire. Y a une ligne sur l'ordinateur : là où il y a marqué 3 %, on met 10 %. Et voilà.* »

Entre leurs mains, ils disposent d'une arme lourde. Très aisément manipulable, juste quelques clics devant un écran, un ordre de Bercy. C'est l'instrument qui, sans doute, effraie le plus le patronat (voir

encadré). Et pourtant, semble-t-il, ces militants n'ont guère réfléchi à l'usage des taxes douanières, à dévoiler devant l'opinion leurs avantages (et leurs inconvénients), à en rappeler l'existence aux politiques jusqu'à Bruxelles.

« *Pourquoi ce silence ?* », je m'interrogeais – et ils s'interrogeaient avec moi : « *On a le nez dans le guidon, on encaisse réforme sur réforme, avec des suppressions de postes, les copains à défendre... On n'a pas le temps de se poser, de réfléchir ensemble.* »

Sans doute, ça joue. Mais je pressentais autre chose, de plus profond. Une honte. Dans les années 80, le capital est devenu « *multinational* », l'Europe du Marché unique s'est bâtie, même la gauche s'est convertie au libre-échange : c'est devenu quoi, alors, le douanier ? Un anachronisme. Un truc ringard – avec moustache, képi et 4 L. Si, en plus, il demeurerait attaché à cette idée, préhistorique, de « *taxe aux frontières* », il passerait pour un double *has been*. Deux fois archaïque, par son métier et par sa mentalité. Le basculement idéologique a ainsi bouleversé leur profession. Pas seulement concrètement, mais psychologiquement, dans sa fierté, dans ses raisons d'être.

« *Quand je parle à des jeunes, me confie Alain, j'ai pas envie de faire vieux con – la douane à papa. C'est ce que leur disent les chefs.* »

Une passoire

Faute d'un séminaire de master 2 en « *orientations macroéconomiques* », je fais mon élève de quatrième – « *à la découverte d'un métier* ». Et là, je tombe des

nues :

« *Comment vous faites pour surveiller l'entrée des marchandises ?*

– *Mais on ne le fait pas ! Au Havre, deux millions et demi de containers débarquent au port. On en ouvre combien, sur une année ? Cinq cents, à tout casser (je calcule, de tête : ça fait 0,02 %). Et même au scanner, on en passe combien ? A peine dix mille (environ 0,4 % du total, donc).* »

Je n'y crois pas : à l'aéroport, on vide nos poches sur des tapis roulants, nos valises sont épluchées, des gars en tenue auscultent nos passeports, des chiens reniflent notre anus à l'occasion, et là on me décrit quoi, pour des chargements entiers ? Pour des millions de tonnes ? Une vraie passoire...

« *Bah alors, vous faites quoi de vos journées ?* », j'interroge bêtement.

Quinze bouches m'assaillent, là, en même temps, la parole qui se libère, et je prends des notes désordonnées :

« *On n'est plus des douaniers, on devient des "auxiliaires d'importation". On invite le Medef à nos conventions.* »

« *On est la police de la marchandise, mais c'est vrai : on le fait de moins en moins.*

– *Si on fait le travail pour lequel on est payés, on empêche le commerce. Alors que l'objectif, maintenant, c'est de le fluidifier.*

– *On ne nous parle que de ça, "simplification", "accélération", "dématérialisation"...*

– *On n'est plus des douaniers, on devient des "auxiliaires d'importation". On*

invite le Medef à nos conventions, le Medef émet des propositions pour "faciliter les démarches".

– *Même ces outils-là, pour faire reculer le libéralisme, se retrouvent à son service !* »

Schizophrénie

Ces quinze bouches, au fond, décrivent toutes la même schizophrénie : en principe, que fait le douanier ? Le temps d'un contrôle, il ralentit les flux. En cas de délit constaté, même, il les entrave. Mais comme le patronat et l'État ont adopté le libre-échange, ordre est donné à ces agents... De ne plus faire leur boulot, ou le moins bien possible !

« *Avant, on n'avait pas de temps limite pour vérifier un formulaire. Maintenant, au Havre, c'est sept minutes trente, et on doit passer à sept minutes, et bientôt ce sera six minutes trente. Parce qu'on nous met en concurrence avec Anvers, et là-bas ils laissent tout passer sans regarder.*

– « *En concurrence* », c'est-à-dire ?

– *Les ports sont mis en concurrence pour attirer les dédouanements, avec le Portugal, avec l'Italie, avec Rotterdam. À Fos-sur-Mer, Ikea a négocié une procédure "zéro contrôle".* »

Puisque « *contrôler les capitaux et les marchandises* », l'idéologie officielle ne supporte plus ça, on va orienter la douane vers une autre fonction : « *On contrôle de plus en plus les personnes.* » Contre la « *douane à papa* », voici la douane moderne – qui repère les sans-papiers... ●

Calais, mardi 29 juin 2010 Le shérif du péage

Quand un cow-boy fouille votre caisse, vous l'aimez moins, la douane...

« *Les papiers du véhicule, s'il vous plaît. Est-ce que vous consommez de la drogue ?*

– *Non.* »

On vient de reconduire, avec Pierre, ma grand-mère à Zutkerque, près de Calais – et des douaniers arrêtent notre 106 juste après un péage, à la nuit tombée. Leur « *chef* » fouille dans le coffre, sous les sièges, dans la boîte à gants...

Comme ça traîne, Pierre se roule une clope.

« *Vous avez interdiction de fumer.* » On regarde autour, y a aucun stock d'essence prêt à exploser.

« *C'est vous, ça, M. Ruffin ?* »

Le « *chef* », qui se prend pour un cow-boy, avec gants en cuir et tout le toutim, vient de tomber sur mon assignation en correctionnelle par le groupe Casino.

« *Oui, c'est moi.* »

Comme il poursuit sa lecture, désapprobateur, avec des moues, je l'interpelle : « *Ça ne vous gêne pas, de lire un courrier privé ?*

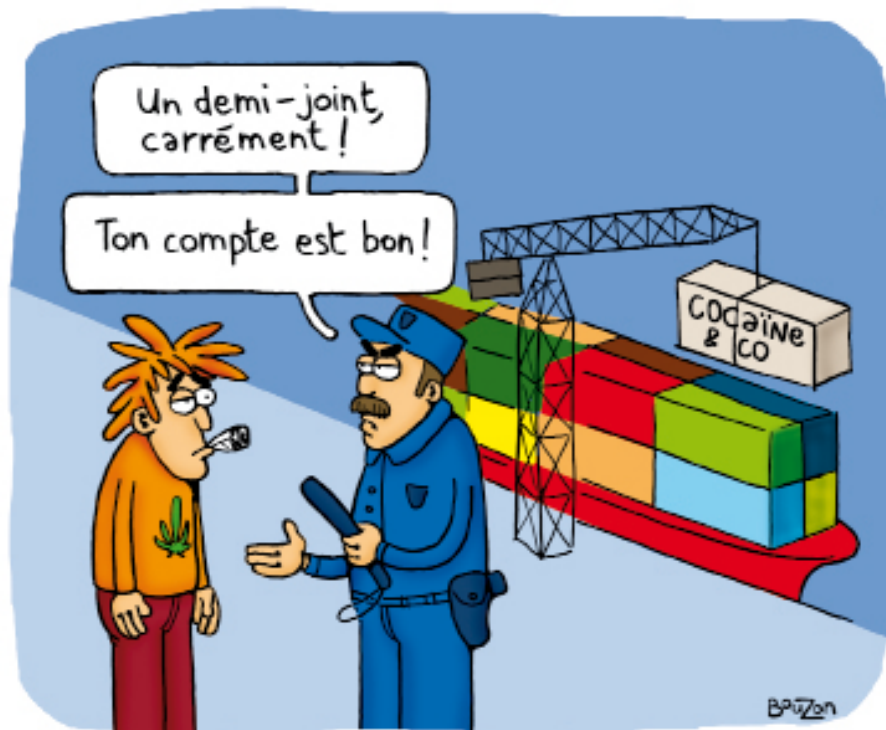
– *On a tous les droits. Vous n'avez qu'à regarder le Code des douanes.* »

À la lueur de sa lampe torche, il continue de déchiffrer : « *Eh ben* », lâche-t-il, comme s'il était promu juge à la XVII^{ème} chambre.

« *Pourquoi ? Vous y connaissez quelque chose en droit de la presse ?*

Lui fait durer le plaisir. Soulève les tapis. En vain : aucune boulette de shit à l'horizon. Le shérif nous laisse repartir. Je serre les poings sur le volant.

Évidemment, cette douane-là – et c'est celle qu'on encourage, et c'est celle qui se développe – je la déteste. Pas seulement pour la forme, pour cette arrogance – mais surtout pour le fond, pour ses missions.



Deux jours plus tard, d'ailleurs, en partance pour Cormelles-le-Royal, en visite à nos amis de Moulinex, on se fera à nouveau arrêter, Pierre et moi. Et à nouveau par les douanes. Le contrôle sera plus sommaire, plus courtois – mais il débutera par la même question : « *Est-ce que vous consommez de la drogue ?* »

Comment tolérer pareil détournement ? Des containers, par millions, chargés de viandes, de pièces autos, de jouets pour enfants, débarquent dans nos ports – et à 99,6 %, ils ne font même pas l'objet d'un scanner. À la place, les douaniers passent leur temps à quoi ? À chercher un sachet de beuh dans nos bagnoles ?

Qu'on poursuive les trafiquants de drogue, très bien, mais y a des flics pour ça. Y a une brigade spécialisée, même, les stupés (vachement efficaces quand on les voit à la télé). Qu'ils fassent leur boulot. Mais là, l'État déporte les effectifs d'une « *police des marchandises et des capitaux* » vers, encore, la surveillance des personnes. Le pauvre mec qui s'est roulé un joint. Le pauvre type qui n'a pas de passeport en règle.

Si c'est pour faire ça, autant qu'ils disparaissent, les douaniers. Autant qu'ils intègrent, pleinement, sans ambiguïté, le ministère de l'Intérieur. ●



En Bretagne, en Lorraine, en Provence, mercredi 16 février 2011

Les papis douaniers

D'une douane à l'autre, ces papis douaniers ont vécu la mue de leur métier.

Leur « police des marchandises et des capitaux » devient, lentement, la police tout court...

Gamin, j'habitais à Givet, dans les Ardennes, raconte Alain Brombin. Le dimanche, parfois, on allait en Belgique, on achetait des vêtements et on les mettait sous nos habits, pour les cacher. Je me souviens de mon père, qui me disait : « Surtout, si le douanier te pose une question, tu ne réponds pas. » C'est qu'on avait peur d'eux, plus que des gendarmes. Il y avait des queues, des centaines de mètres, à la frontière, et ils contrôlaient tout, les

« J'ai fait du contentieux de classe. Je redressais des gens qui avaient du fric. »

allumettes, les cigarettes... À l'aller, pour l'essence, il fallait faire une déclaration pour qu'ils puissent sonder le réservoir au retour, vérifier qu'on n'avait pas fait le plein là-bas. »

Alain n'était pas franchement prédestiné à faire carrière dans les douanes : « Quand j'ai passé le concours, je n'ai pas osé le dire à mes parents. Mais une fois dedans, j'ai découvert l'utilité sociale du métier : le contrôle des marchandises et des capitaux. J'ai été recruté pour ça, en 1982. C'était au moment où la gauche craignait les sorties d'argent, où elle avait réinstauré le contrôle des changes. »

C'est dans le même esprit qu'Eugène Gérard, rentré en 1968, évoque son métier : « Je me suis éclaté. Surtout quand j'ai fait du contentieux de classe... »

– Du quoi ?

– Du contentieux de classe. Je redressais des gens qui avaient du fric. Je faisais du contrôle d'entreprises, sur les produits pétroliers, Total et compagnie. Plus d'un milliard, j'ai récupéré.

– Un milliard d'anciens francs ?

– Non, un milliard d'euros.

– Un milliard d'euros ?!

– Eh oui. J'ai démonté tout un mécanisme de fraude. Ensuite, on a découvert que c'était vrai dans tous les établissements du groupe. Mais moi, sur certaines enquêtes, on me laissait quatre ou cinq ans, mes patrons comprenaient. Maintenant, ils n'ont plus les moyens : à mes débuts dans ce service, en 1978, on était vingt-cinq. Depuis mon départ à la retraite, il en reste huit. »

« Quand je suis arrivé en 1965, on m'a affecté à la frontière suisse, se remémore Guy Diaz, un fonctionnaire marseillais. Il y avait une conscience, chez les douaniers, de notre rôle de régulateur économique. L'ouvrier français coûtait plus cher, par exemple, que l'ouvrier italien, notamment à cause de la protection sociale, et donc, si on laissait jouer la pure concurrence, on se ruinait. À l'école des douanes, je me souviens d'une leçon où on nous disait : « Attention, en période pré-électorale surveillez les mouvements de changes, les

exportations de capitaux. » Parce que la douane, c'est un outil très efficace contre l'argent sale, mais on nous rogne les ongles. »

Auxiliaire de police et du Medef

« En 1993, avec le Marché unique, on a pensé : « C'est la fin de la douane. On est morts. » Vingt ans après, on est encore là. »

J'entends comme un ouf de soulagement, chez Alain Brombin, attaché qu'il est à son métier.

« Oui, vous existez encore, je le relance, mais sur quelles missions ? »

– C'est une bonne question... Pour nous sauver, on nous a mis sur le sécuritaire. Au tunnel sous la Manche, y a plus de deux cents agents, ce sont des douaniers. A la gare du Nord, pareil. Et les stupéfiants ! Avant, nous, on s'en battait le coquillard. Maintenant, c'est la lutte contre le trafic de drogue qui justifie notre utilité. Des gars sortent pour « faire une boulette de shit ». Il y a des escouades qui ne tiennent qu'avec ça : le contrôle des personnes. »

Alain poursuit : « Ça devient une mentalité de flic, les jeunes sont élevés comme ça. On leur remet un flingue avec quinze cartouches, une matraque télescopique, une paire de menottes chacun... À l'école, ils font le « parcours de sécurité », on leur enseigne les « techniques d'immobilisation », le tir devient éliminatoire. Nous, on s'en carrait, de tout ça. »

« Je ne me souviens pas avoir conduit des gens avec des menottes, confirme Guy Diaz. La clientèle a changé, forcément, on nous oriente vers les stupés, on attrape des pauvres bougres... Plus ça va, plus on prend une mentalité policière. J'entends les jeunes qui disent : « Bon, après tout, si y a plus de douanes, on me mettra à la police. » Moi, j'aurais été affolé si on m'avait reclassé comme flic. On dépend du ministère des Finances, pas de l'Intérieur ! »

« L'autre tâche qu'ils nous ont trouvée, c'est la contrefaçon, ajoute Eugène Gérard. Là, sur les montres, les costumes, les bijoux, on est vraiment au service du capital. On est les valets des multinationales du luxe : même lorsqu'elles font produire à l'étranger, on doit défendre leur marques, leurs plus-values, leurs intérêts ! »

Dans la nouvelle génération, la chasse aux clandestins, à la drogue, aux contrefaçons, n'offre pas seulement des occupations de substitution. Mais aussi des raisons d'être. Une fierté renouvelée du métier, pour les jeunes recrues : non plus comme « régulateur économique », mais comme assimilé policier – dont le rôle, protecteur, viril, est valorisé dans les séries télé, flatté par les partis de droite. À l'inverse du douanier, au mieux oublié de l'opinion publique, au pire méprisé, et à qui aucun parti de gauche ne vient dire : « Nous avons besoin de vous... Mais pas pour traquer les sans-papiers ! » ●

Jeudi 17 février 2011. Glorieux bilan de la douane française

Sur le portail du gouvernement, le « bilan 2010 de la douane française » vient d'être publié. Exact reflet du métier...

« La douane a accompli avec succès sa mission de protection de l'économie légale », se réjouit (en gras) le ministère. Et comment y est-elle parvenue ? « Son action a permis une progression des résultats en matière de trafic de stupéfiants, mais aussi dans la lutte contre la contrefaçon ou la contrebande de tabac. » Ne manque qu'une donnée, à ce glorieux bilan : le nombre de clandestins arrêtés. Car pour l'instant, les syndicats s'y opposent. Eux refusent que soient donnés des chiffres, qu'ils soient ajoutés dans la comptabilité des Hortefeux, Besson et Guéant.

Mais sur la « mission » qui, à nous, nous paraît centrale, le contrôle des marchandises et des capitaux ? Rien. Juste ces quelques lignes : « Aujourd'hui, la douane est le modèle d'une administration qui s'est modernisée, réformée et renouvelée. » Pour preuve, « la simplification et la dématérialisation des démarches liées à l'export, par la création d'un guichet unique virtuel. En la matière, en 2010 un taux de dématérialisation des démarches de 100 % pour les déclarations en douane et de 75 % pour les documents douaniers a été atteint ». On ne se flatte aucunement, ici, d'une « progression de résultats », juste de « simplification », de « dématérialisation », de « moderne », de « virtuel »... Moins on vérifie, et mieux ça vaut.



Paris, 7 juillet 2010

Bataille dans la gauche de gauche

Rien n'est perdu : y a pas que les anciens qui se souviennent, avec nostalgie, d'une « utilité sociale » pour la douane. Y a des plus jeunes, aussi, qui la réinventent...

Pour préparer notre dossier « *Comment ils ont ruiné la France* » (Fakir n°48), je me rendais au Syndicat national unifié des impôts (Snui), à Paris. Tiens, sur la porte, j'aperçois un autre écriteau : « *Solidaires-douanes* ». Je la pousse, au cas où, sans prévenir. Et, à ma surprise, le jeune qui m'accueille, Éric, je crois, a déjà réfléchi à la question – et même sérieusement : « *Nous, on est favorables à un certain protectionnisme, écologique, social. Mais ça débat beaucoup au sein de Solidaires. Il y a une alliance, objective, entre les libéraux et les antilibéraux. Eux croient que tout va s'arranger presque naturellement, que le niveau de vie va s'élever en Chine, qu'au fond il suffit d'attendre. Ils ne veulent pas réguler, par antiétatisme. Nous, on défend que nous avons cet outil, les taxes aux frontières, pas forcément miracle, mais qui peut aider...* »

– Vous avez écrit des documents, là-dessus ?

– Je ne sais pas si on les a terminés. » Il cherche dans ses étagères, me sort des textes pas très probants. « *Ça suscite des tensions en interne donc c'est vrai, par écrit, on n'a peut-être pas affiché notre position très clairement. Mais faut que je te présente à mon collègue, Elie, il en a fait son cheval de bataille...* » Et c'est bien une bataille des idées, en cours, que deux de ses camarades me décrivent.

Anar protectionniste

ELIE : « *Je suis d'un milieu anar, j'ai même démarré une thèse là-dessus, "Dionysos et la pensée anarchiste". Quand je suis entré dans les douanes, je m'excusais presque, à prétendre que j'étais une "mite qui boufferait la poutre de l'État".* »

C'était purement alimentaire, mais j'ai vite découvert notre utilité. Tu ouvres un camion de jouets, ils tombent en miettes devant toi, avec n'importe quel produit chimique – tout ça pour des gamins de deux ans qui peuvent s'étrangler, s'empoisonner...

MORVAN : *De toute façon, au départ, "protectionniste", personne ne l'est, à gauche. Mais on le devient par réflexion. Si on aime les retraites, la Sécu, etc, avec la concurrence à côté, ça ne tiendra pas.*

ELIE : *Y a pas longtemps, le Snui a produit une note sur "le coût du travail en France". Evidemment, nous, on compare ça aux salaires ailleurs, en Europe de l'Est, en Asie, à toutes les importations. Pierre Khalfa [économiste à Attac, responsable national de Solidaires] proteste : "C'est la rébellion du travailleur chinois qui va améliorer sa condition. Pas besoin de protectionnisme." Notre rôle, d'après lui, d'après toute une tendance, c'est de susciter des révoltes au niveau international ! C'est complètement enfantin. Pareil, une "organisation des douanes mondiales", on veut bien prôner ça... Mais on va le prôner longtemps ! Faut arrêter les conneries, à un moment. On a des outils au sein de la douane pour contrer le patronat, et on ne les utilise pas.*

MORVAN : *C'est vraiment un angle mort dans la pensée de gauche. Si tu leur dis "souveraineté alimentaire", ça c'est bien. Alors que c'est du protectionnisme ! Mais sur les produits industriels, là, ça va plus, tu frises le fascisme.*

ELIE : *On peut contrôler quinze fois les papiers d'une personne, c'est pas un souci. Mais si jamais on veut ouvrir les containers, c'est une atteinte à la libre circulation ! Nous, maintenant, on l'affi-*

che : on est protectionniste pour les marchandises, et libre-échangiste pour les personnes. »

Forteresse pour les hommes

Quotidiennement, c'est l'inverse que font l'Europe et la France : libre-échangiste pour les marchandises, protectionniste contre les personnes. Une passoire pour le capital et ses produits, une forteresse pour les hommes. Et de bonne grâce ou non, les douaniers accompagnent cette politique.

ELIE : « *Sarkozy voulait "dépenaliser le droit des affaires", eh bien nous, on s'en rend compte directement, au premier rang.* »

MORVAN : *Mon dernier cas : Carrefour importe ses vélos de Chine, avec des étiquettes "fabriqué à Taïwan". Forcément, Taïwan, c'est 10 % de droits de douanes, la Chine 40 %. Je suis monté au créneau. La direction générale a appuyé sur le frein : "Tu t'attaques à un gros morceau. On va*

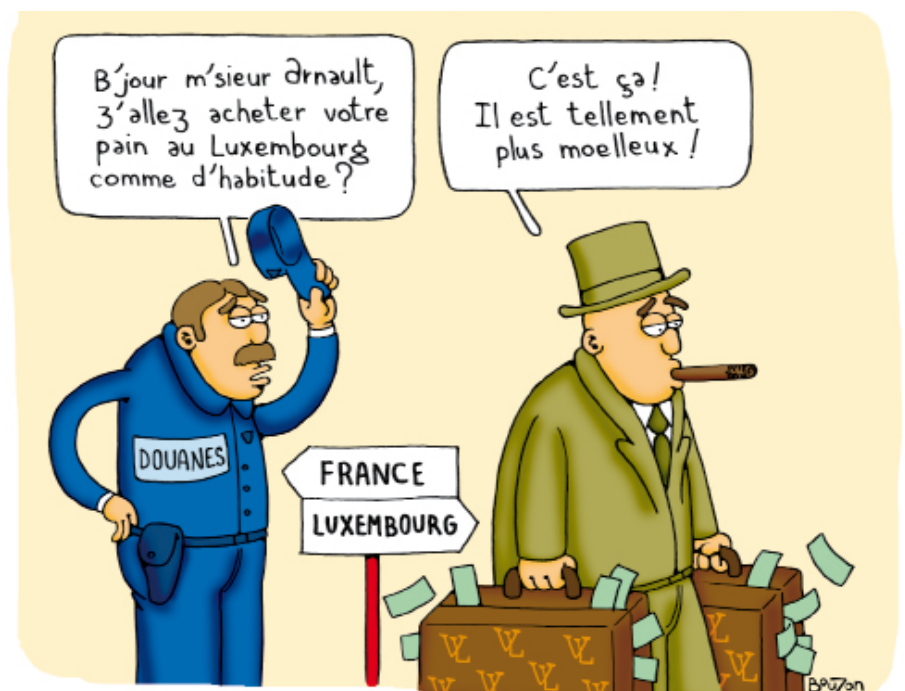
laisser tomber." D'autant que l'importateur a réagi tout de suite : "Bon, si c'est comme ça, si on me cherche des noises ici, je vais passer par Anvers."

ELIE : *Et de même, quand est-ce qu'on contrôle les normes ? On ne le fait plus, aux douanes : "Ça va rapporter quoi ? Et c'est chiant." On compte sur les boîtes pour "s'auto-contrôler".*

MORVAN : *Théoriquement, aussi, on a des missions de "protection de l'environnement" – qui ne sont absolument pas remplies.*

ELIE : *Ce qu'ils veulent, c'est qu'on serve de bras armé du Medef. Qu'on les aide à l'import-export, qu'on saisisse la contre-façon. Et qu'on surveille les clandestins, bien sûr, aux points de passage aux frontières. On le fait, mais on n'aime pas ça. »*

Le fossé est immense entre le rôle, progressiste, que pourrait jouer la douane, que ces syndicalistes imaginent – et le rôle qu'elle joue pour de bon. Ou pour de mal. ●



7 janvier 2010. L'écologie à l'arrêt

Une « révolution verte », un « New Deal économique », une réforme aussi emblématique que « l'abolition de la peine de mort » : voilà ce que serait, Nicolas Sarkozy le proclamait, sa « taxe carbone ». Mais, bon, après réflexion, y avait un petit souci...

L'Union française des industries pétrolières jugeait cette idée « désastreuse » : « *Appliquer une taxe carbone aux raffineries françaises en plus des quotas CO2 européens aurait des conséquences désastreuses sur la compétitivité d'un secteur fortement menacé.* » L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, jugeait, elle aussi, que cette mesure « *fragiliserait l'existence d'une centaine de sites industriels sur les 1 018 potentiellement appelés à payer la taxe carbone* » (Bulletin de l'industrie pétrolière [BIP], 07/01/10).

Du coup, le gouvernement prévoit simplement de taxer les ménages et les PME, d'exonérer « ces 1 000 et quelques sites » qui, toujours d'après le BIP, sont « *à l'origine de 93 % des gaz à effet de serre d'origine industrielle en France* ». Mais le Conseil constitutionnel retoque cette inégalité de traitement – et le président remballé son beau projet : « *Nous n'imposerons pas à nos industriels des contraintes si, dans le même temps, on autorise les importations venant de pays qui ne respectent aucune des règles environnementales et inondent nos marchés.* »

Et de lancer, du coup, assez logiquement, l'idée d'une « *taxe carbone aux frontières* » – aussitôt désavouée par le commissaire européen au Commerce extérieur, Karel De Gucht : « *Je ne suis pas pour.* » Lui préconisant plutôt, on s'en doute, « *une appro-*

che politique ferme, mais qui s'entend également avec les lois du marché ». C'est rare, mais voilà que, durant l'été suivant, à leur congrès, des syndiqués Solidaires approuvent – partiellement – notre président :

« *Paradoxalement, les motifs invoqués par le gouvernement pour retirer la taxe carbone sont, pour Solidaires-douanes, fondés. En effet, la mise en place d'une telle taxe sur le seul territoire national allait de manière certaine entraîner un effet pervers de dumping environnemental, tant à l'intérieur de l'UE qu'à ses frontières extérieures. La France aurait donc eu à subir, en plus du dumping social qui a causé l'effondrement de l'activité industrielle, un dumping lié à la fiscalité écologique.* »

Plutôt que de renoncer à la mise en place de dispositifs nécessaires à la survie même de la planète, Solidaires-douanes considère qu'une taxe carbone européenne, doublée d'une taxe carbone aux frontières de l'Union sur le contenu carbone des produits importés, s'impose rapidement.

Pour cela, le gouvernement et la Commission européenne doivent renoncer au dogme du marché libre et accepter qu'un retour au protectionnisme s'impose pour remplir des objectifs devenus incontournables.

La France ne sera jamais compétitive en termes environnementaux et sociaux par rapport à la Chine. À moins de considérer que les normes de ce pays constituent un modèle à atteindre : pour un même produit, sa production en Chine génère quatre fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que sa production en Europe. »

Que dire de plus clair ?



Le Havre, 1^{er} février 2011

Une arme à portée de main

**Ce mot tabou, personne n'ose le prononcer à la tribune.
Et pourtant, en cuisine, l'idée chemine dans les têtes.**

« **L**a douane et le protectionnisme » : c'est un petit dossier que m'a remis Sébastien, cette après-midi, à notre arrivée à la Cité douanière.

« Y a un an, quand tu es venu nous voir à Montreuil, raconte Manuela, on s'est sentis un peu nuls. On s'est revus après, on en a discuté entre nous. Jamais on n'avait réfléchi collectivement à ce sujet. Maintenant, c'est à notre ordre du jour.

– Y avait bien Cédric, un copain de chez nous, poursuit Sébastien, qui nous avait alertés là-dessus, mais on l'écou-
tait moyennement. Faut être honnête :

**« Y avait bien Cédric
qui nous avait
alertés là-dessus,
mais on l'écou-
tait moyennement. »**

s'il y avait treize points à l'ordre du jour, c'était le treizième. Il remettait ça sur la table, mais nous on avait d'autres urgences à gérer, des bureaux qui ferment... Tu nous as réveillés. Là, fin mai, on va inviter Emmanuel Todd ou Jacques Sapir à notre bureau national. »

C'est toujours agréable de voir que nos idées cheminent. Que nos mots ne tombent pas dans le puits sans fond de l'indifférence.

Devant le bœuf-mode

« C'est la luuuuuutte finaaaaale
Groupons-nouuuuus et demiiiiin,
L'Internationaaaaale
Seraaaaa le genre humaiiin... »

On descend de l'estrade, et après une vente de Fakir à la criée, on avance vers la cuisine. Devant la marmite de Michel,

le cuistot, avec nos assiettes en plastique, on défile pour une plâtrée de bœuf-mode (tellement succulent que je repartirai avec une gamelle pour le lendemain). C'est avec honte, presque, que je sonde mon voisin, dirigeant d'un syndicat chrétien à Bruxelles : « Dans toutes les interventions, presque, on a causé de délocalisations, de dumping salarial... »

– Oui, parce qu'on subit ça tous les jours.

– Moi, pour tout vous avouer, personne n'a prononcé le mot ce soir, mais je suis partisan d'un certain protectionnisme...

– Moi aussi, admet-il, à ma surprise, avant de poursuivre : Mais lequel ? »

La question qu'il ne fallait pas me poser : je me lance dans un exposé sur les modèles proposés par Allais, Sapir, Nikonoff, sur le cadre, national, européen ou international de sa mise en œuvre, sur les objectifs, sociaux, environnementaux, à poursuivre, sur ce boulevard à ne pas laisser au Front national, etc. Face à moi, deux enseignants de Sud-éducation approuvent. Encouragé, je recommence le même topo à une autre table, à une troisième – et à chaque fois, l'hypothèse rencontre, non pas des certitudes, surtout pas, mais la même interrogation. Comme si elle traînait dans bien des esprits, et que complexés, culpabilisés, l'on n'osait guère la formuler publiquement.

C'est qu'en face, ils ont gagné une bataille : pas seulement dans les faits, mais jusque dans nos têtes.

On a cet instrument à portée de main, mais à force de livres sur *La Mondialisation heureuse*, d'émissions sur le « doux commerce », ils nous en ont persuadés, que c'était synonyme de racisme, d'autarcie, de repli sur soi. Et du coup, cet outil, la gauche redoute de s'en servir. La droite, elle, en use volontiers. À ses fins.

Libérons-nous ! ●

Paris, 7 juillet 2010. Le mot qui fait peur

« C'est le mot qui ne va pas, il fait peur... »

Cette remarque, c'est Éric, aujourd'hui, un douanier, porte-parole de Solidaires, qui me la livre. Mais je l'ai entendu cent fois, ce couplet.

« Et on devrait le remplacer par quoi ? »

– Par « relocalisation », par exemple. C'est plus doux. »

D'habitude, j'aime bien batailler sur les mots, « populisme », « lutte des classes », les défendre – malgré l'opprobre qui, parfois, les entoure. Mais avec « protectionnisme », j'hésite.

À cause du « -isme ».

Pas par principe, pas parce que tous les « -isme », fascisme, marxisme, darwinisme, hédonisme, libéralisme, socialisme, etc, masqueraient des monceaux de cadavres. Plutôt parce que ce suffixe « -isme » suppose un idéal (même néfaste), une doctrine cohérente, une vision du monde.

Pas le « protectionnisme » : il ne contient, pour moi, en soi, aucun idéal, aucune doctrine, aucune vision. C'est un moyen, pas une fin. Juste un outil, qui peut servir au pire sans doute (l'autarcie, la xénophobie) et au meilleur (la justice fiscale, l'exigence écologique), selon les mains qui le manient. Juste un curseur qu'on déplace, moins de libre-circulation des marchandises aujourd'hui, plus demain, selon les circonstances historiques, selon les buts que l'on poursuit – bien loin de l'intouchable dogme, de la théorie rigide qui résonne avec « -isme ».

Alors, « protectionnisme » a bien des défauts.

Mais il a le mérite de ne pas avancer masqué, de montrer ses muscles : des taxes aux frontières, il y est prêt. Un relèvement – ciblé – des barrières douanières, ça ne l'effraie pas. Le contrôle des importations, il va de soi. En finir avec la libre circulation des marchandises, c'est nécessaire. Par sa brusquerie, le mot engage le combat, de front, contre le libre-échange.



Calais, lundi 21 février 2011. Pour une douane « de gauche »

« Je m'appelle Karpouzopoulos, alors vous pouvez imaginer qu'à un moment, dans ma famille, y en a qui ont fui le régime des colonels, en Grèce, parce qu'ils avaient peur de se prendre une balle dans la peau. »

Jacky exerce comme douanier au cœur de l'« Europe forteresse », à Calais – et ce n'est pas que du bonheur, pour lui. « Je fais des contrôles de sûreté dans le Transmanche, voir si y a des bombes, des stup, des armes... Et si je tombe sur des clandestins, je dois les remettre aux flics. Mais franchement, quand j'enfile mon uniforme, je me pose la question : est-ce que ces contrôles de sûreté font partie des missions douanières ? Quand on m'a embauché, en 1983, on prélevait des échantillons sur les médicaments, sur les jouets, on les envoyait au labo pour le contrôle des normes... C'est fini, maintenant : les jeunes se vivent beaucoup plus, j'en suis persuadé, comme des agents de l'immigration. Tandis que pour moi, on n'a rien à faire au tunnel sous la Manche.

– Et quand est-ce que ça a basculé ?

– Il y a 1993, le Marché unique, évidemment. Mais tout ça, on l'a formalisé dans un document voilà six ou sept ans. Ça correspondait avec la montée en puissance de Sarkozy. On nous a pondu une « nouvelle doctrine d'emploi », avec des missions fondamentales : le contrôle des stupéfiants, la facilitation des échanges commerciaux, la lutte contre la contrefaçon...

– Ce qu'il faudrait, au fond, c'est que les partis de gauche passent à la contre-offensive, proposent un autre corps de doctrine...

– Exactement. Avec des nouvelles taxes douanières, qui serviraient de régulateur, et qui seraient reversées en aide aux pays en voie de développement. Mais pour ça, faudrait déjà qu'ils aient une vision économique du monde... »

À grands traits, on peut l'écrire, d'ores et déjà, ce point du programme.

Toutes les « missions » qu'on raye, d'abord : le trafic de drogue, les sans-papiers, qu'on laisse à la police. Pour la contrefaçon du luxe, Dior et Arnault n'auront qu'à pleurnicher. Fini, même, carrément, la « douane volante », avec des shérifs aux péages.

En revanche, on met le paquet sur les ports. Avec la vérification des normes, le contenu des chargements, la provenance des produits. Pour que, désormais, 99,6 % des marchandises ne rentrent plus sans le moindre examen.

Aussi, on renforce le contrôle des capitaux : pas juste une poignée de bonhommes, des alibis, pour les dizaines de milliards qui, chaque jour, transitent par la France. De quoi traquer l'argent sale, les paradis à zéro impôt, les comptes offshore.

Et tout ça, avant même d'inscrire un relèvement des taxes aux frontières...

Un impératif pour le Sud

Les barrières douanières, c'est un outil pour les salariés du Nord. Mais c'est un impératif pour les paysans du Sud...

Produire en Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique : consommons ce dont nous avons besoin, et consommons ce que nous produisons au lieu d'importer. Le Burkina Faso est venu vous exposer ici la cotonnade produite au Burkina Faso, tissée au Burkina Faso, cousue au Burkina Faso pour habiller les Burkinabè. Ma délégation et moi-même sommes habillés par nos paysans, nos tisserands. Il n'y pas un seul fil qui vienne de l'Europe ou de l'Amérique. (Applaudissements.) Je ne fais pas un défilé de mode, mais je voudrais simplement dire que nous devons accepter de vivre africains, c'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne. Je vous remercie, M. le président. La patrie ou la mort. Nous vaincrons. »

Pour Thomas Sankara, premier président de la République du Burkina Faso (1984-1987), ce fut la mort.

Burkina Faso mardi 15 février 2011

Quand j'ai visionné cette archive, dans le documentaire *Noir Coton*, de Julien Després, l'idée m'est venue de retourner sur place, à Ouagadougou, voir s'ils ont fini par bâtir aujourd'hui une industrie textile ou pas. J'ai contacté le réalisateur – qui m'a envoyé quelques coordonnées, dont celles du père Maurice Oudet, un militant associatif :

« Thomas Sankara avait relancé le "Faso Danfani". Il avait obligé tous les fonctionnaires à se vêtir à l'africaine. Tous les Burkinabè connaissent encore ces slogans... Mais avec son assassinat, tout a été réduit à zéro. Le pays s'est ouvert à tous les vents libéraux.

– Et vous portez quoi, alors ?

– De la friperie. Il faudrait se protéger de la friperie. Mais pour nous, c'est secondaire. Le plus grave, c'est l'alimentation. Vous prenez le lait, les gens achètent des boîtes de lait concentré. Les vaches sont en Irlande, c'est transformé en poudre sur place, ils mettent

nisme ?

– Si vous voulez. Le mot ne m'effraie pas. Même si, à Dakar, c'était plutôt repris sous la forme de "souveraineté alimentaire".

– Et vous en discutez souvent, du protectionnisme ?

– Non, on n'en discute plus tellement. Parce qu'il me semble qu'entre nous, on est tous d'accord. Ça fait des années qu'on dresse ce même constat. »

Amiens 24 février 2011

Ce constat, en effet, son site internet, www.abcburkina.net, très documenté, le dresse amplement.

« Depuis deux mois, tous ceux qui s'expriment sur la crise alimentaire ne cessent de répéter : "On paye vingt ans d'erreurs." Beaucoup conseillent d'investir dans l'agriculture. Mais qui va investir dans la production laitière sans l'assurance que le lait en poudre ne retrouvera pas dans quelques mois les prix antérieurs ? Qui va investir dans la production de concentré de tomate tant que l'État ne taxera pas à l'importation le concentré de tomate chinois, mis en boîte en Italie, et omniprésent dans toute l'Afrique de l'Ouest ? »

Et d'offrir un modèle alternatif – citant Jacques Berthelot, dans *Le Monde diplomatique* (11/09) : « L'effet spectaculaire de la protection exercée sur une production agricole ressort bien si on établit une comparaison entre le Kenya et l'Union économique et monétaire ouest-africaine : le droit de douane sur la poudre de lait est passé dans le premier de 25 % en 1999 à 35 % en 2002 jusqu'à 60 % depuis 2004, alors qu'il est resté à 5 % dans le second. Le Kenya est un exportateur net croissant de produits laitiers, avec une consommation intérieure de 112 litres par personne. À l'inverse, les importations en équivalent-lait représentent 64 % de la production de lait de l'Afrique de l'Ouest, et la consommation par personne n'y atteint que 35 litres. »

Au Kenya, le droit de douane sur la poudre de lait est passé de 25 % en 1999 à 35 % en 2002, et à 60 % en 2004. Le pays est devenu exportateur...

ça en conserve au Ghana, et c'est vendu ici, moins cher que le lait frais du paysan ! Pareil pour le riz : plutôt que de produire ici, on se nourrit avec le vieux riz vietnamien...

– Et c'est quoi, d'après vous, les solutions ?

– Il nous faut des protections douanières. Il faut sortir de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut refuser les accords de partenariat imposés par l'Europe. Tant que nous n'aurons pas des taxes importantes sur les importations, on interdit tout développement de l'agriculture, de l'industrie.

– Donc, vous réclamez du protection-

Un reportage au coin de la rue, à Koudougou, montre bien des aberrations : « La boutique peut passer inaperçue. Elle ne paye pas de mine. Et pourtant, si vous prenez le temps de vous attarder sur les rayons et de lire les étiquettes, vous serez surpris. En moins d'une heure, sur quelques mètres carrés, nous allons faire un véritable tour du monde. Sur cette première photo, à droite, que voyons-nous ? Des sardines en provenance du Maroc, de la confiture de France (fraise et abricot), de la confiture du Burkina (mangue, ananas et goyave), du riz thaïlandais (de qualité, à 800 francs



Confitures de France, riz thaïlandais...
Le monde entier dans les rayons de cette boutique de Koudougou.

CFA le kilo), et du couscous de Tunisie ! Nous venons déjà de "visiter" cinq pays de trois continents. (...) Que dire après cette brève visite ? Le plus évident : les effets de la mondialisation sont bien là. Dans cette boutique de quartier, nous avons vu des produits en provenance de 22 pays (Asie, 7 pays ; Europe, 6 pays ; Afrique 6 pays, dont 4 de l'Afrique de l'Ouest ; Amérique, 3 pays). (...) Le gouvernement burkinabè a annoncé une usine de transformation de tomates. Très bien. Mais il faut annoncer également des mesures d'accompagnement. Par exemple : le concentré de tomate devrait être taxé à l'importation à 35 % ! »

Séoul Années 60

Ça me fait penser à un bouquin que j'ai lu en anglais : *Bad Samaritans*, de l'économiste sud-coréen Ha-Joon Chang, enseignant à Cambridge. Un disciple de Joseph Stiglitz, vanté par Noam Chomsky. Né en 1963, lui se souvient de la Corée comme d'« un des pays les plus pauvres au monde », où le revenu par personne plafonnait à 82 \$ par an (« moins de la moitié du revenu des Ghanéens »), qui n'exportait quasiment que « du textile, du poisson et des perruques fabriquées avec des cheveux humains ». Jusqu'à cet immense pas :

« Maintenant, je suis citoyen d'un des pays les plus riches au monde. (...) En tant qu'économiste du développement, je me sens "privilegié" d'avoir vécu un tel changement. Je me sens comme un historien de l'Angleterre médiévale, qui aurait été témoin, pour de bon, de la Bataille de Hastings, ou comme un astronome qui aurait remonté le temps jusqu'au big bang. (...) Grâce à une meilleure nutrition et à des soins médicaux, depuis les années 60, l'espérance de vie a augmenté de 24 années, 77 ans au lieu de 53. Sur mille bébés, 78 mouraient à la naissance, contre seulement 5 aujourd'hui. En terme d'indicateurs de bien-être, c'est comme si Haïti devenait la Suisse. Comment ce miracle a-t-il été possible ?

Pour la plupart des économistes, la ré-

ponse est très simple. La Corée a réussi parce qu'elle a suivi la loi du marché. Elle a embrassé les principes d'une monnaie forte (avec peu d'inflation), d'un gouvernement réduit, de l'initiative privée, du libre-échange et de l'accueil des capitaux étrangers.

(...) La réalité, pourtant, est bien différente. Ce que la Corée a fait durant ces décennies a été de protéger certaines industries naissantes, sélectionnées par le gouvernement en partenariat avec le secteur privé, grâce à des taxes douanières, des subventions – jusqu'à ce qu'elles aient assez grandi pour soutenir la compétition internationale. (...) Maintenant, si seule la Corée s'était enrichie grâce à de tels choix "hérétiques", les gourous du tout-marché pourraient rejeter ce cas comme "l'exception qui confirme la règle". Mais la Corée n'est pas une exception. Pratiquement tous les pays développés, dont la Grande-Bretagne et les États-Unis, les patries supposées du marché roi et du libre-échange, se sont enrichis grâce à des politiques qui vont à l'encontre des principes néolibéraux. » Les pays riches – l'auteur le démontre au long de 200 pages – se sont donc élevés grâce à ce moyen, le protectionnisme. Mais derrière eux, ils ont « enlevé l'échelle en imposant le tout-marché et le libre-échange aux pays pauvres ».

Notre action la plus utile, à mon sens, pour les pays du Sud, c'est de se bagarrer, à leurs côtés, pour qu'ils puissent mener, librement, la politique commerciale de leur choix. Une politique d'autosuffisance alimentaire s'ils le veulent, d'exportations s'ils préfèrent, de protection des industries naissantes s'ils le souhaitent. Qu'ils arbitrent entre libre-échange et protectionnisme au mieux de leurs intérêts, sans diaboliser un outil ni l'autre, qu'ils ôtent les menottes que leur a passées l'Organisation mondiale du commerce, bref, qu'ils se fraient des chemins inconnus à travers l'histoire.

Et que nous retrouvions, nous-mêmes, cette liberté. ●